ASSOCIATION NATIONALE DES MAIRES

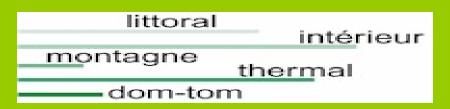
DES STATIONS CLASSEES ET DES COMMUNES TOURISTIQUES













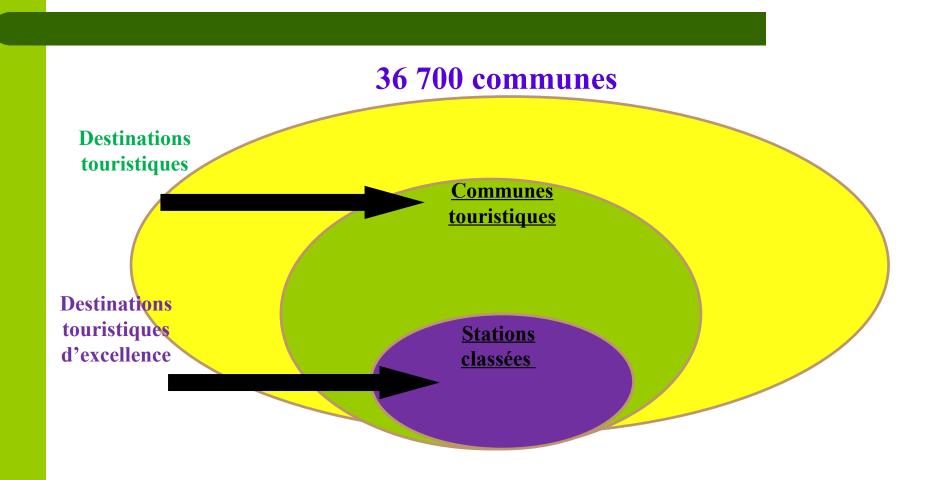
Communes touristiques et stations classées

<u>La loi du 14 avril 2006 donne une assise juridique aux</u> <u>communes touristiques et réforme le classement des stations</u>

Une organisation à 2 niveaux qualitatifs :

- Les communes touristiques : premier niveau
- Les stations classées de tourisme : niveau d'excellence

Les sous-ensembles touristiques



LA DENOMINATION EN « COMMUNE TOURISTIQUE »

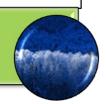
Conditions pour bénéficier de la dénomination de « commune touristique »

 Posséder un office de tourisme classé organiser des animations dans domaines culturel, artistique, gastronomique et sportif offrir des capacités d'hébergement pour l'accueil d'une population non-résidente

Promotion



Animation



Hébergement



Calcul de la capacité d'hébergement

- 8 natures différentes d'hébergements
- Proportionnelles à la population résidente (pondérés par un coefficient)
- Chambres d'hôtels x 2
- Lits résidences de tourisme x 1
- Logements meublés x 4
- Emplacements en terrain de camping x 3
- Lits en village de vacances x 1
- Résidences secondaires x 5
- Chambres d'hôtes x 2
- Anneaux de plaisance x 4

Procédure

- Le maire adresse au préfet la délibération du conseil municipal à laquelle est annexé un dossier de demande
- Le préfet prend sa décision dans un délai de 2 mois par arrêté préfectoral pour 5 ans
- Silence vaut rejet (recours possible pour obtenir motifs)

EPCI et obtention de la dénomination « commune touristique »

Tout EPCI à fiscalité propre (communauté urbaine, communauté d'agglomération, communauté de communes)

oté d'un office de tourisme classé

uquel a été transféré la compétence d'instituer la taxe de séjour

Avantages de la dénomination ?

- •Intégrer un statut juridique commun aux destinations touristiques
- Un statut identifié pour singulariser les communes touristiques et s'offrir aux réformes à venir
- Seules les communes dénommées touristiques pourront demander leur classement

Le classement en « station classée »

Qui peut solliciter le classement?

- Toute commune touristique
- L'établissement public de coopération intercommunale seulement pour les stations de ski (possibilité restrictive)
 - Aux mêmes conditions que précédemment : présence d'un office de tourisme intercommunal classé et compétence d'instituer la taxe de séjour intercommunale

Conditions du classement (1)

- Accessibilité et transport =
 - * accès et circulation facilités dans la commune pour tous publics par l'amélioration des infrastructures et de l'offre de transports
 - * service de transport à partir d'une gare ou d'un aéroport
 - * signalisation appropriée de l'office de tourisme et des lieux intéressants
- Hébergements = offrir des hébergements variés en natures et catégories

Au moins **70% d'unités classées** toutes catégories confondues Offre hôtelière labélisée ou de marque représentant **au moins 40% du nombre de chambres d'hôtel**

Offrir des commerces de proximité

Conditions du classement (2)

- Animations =

Offrir des animations culturelles Faciliter les activités physiques et sportif Présence d'un Office de Tourisme classé 2*

- Patrimoine =

Mettre en valeur savoir-faire professionnels traditionnels ou historiques ou gastronomique ou régionaux

Valorisation du patrimoine nature

- **Urbanisme et hygiène** = documents d'urbanisme adoptés (avec hygiène publique, assainissement, traitement des déchets...)

Procédure

Une procédure simplifiée

- Délibération du conseil municipal adoptant le dossier que le maire adresse au préfet
- Le préfet instruit en 6 mois au plus, aucune consultation préalable obligatoire
- Transmission dossier et avis éventuellement recueillis au ministre chargé du tourisme qui dispose de 6 mois pour proposer une décision : décret de classement de 12 ans ou décision de rejet notifiée au maire par préfet
- Silence vaut rejet

Quelles sont les mesures transitoires prévues ?

Caducité en 3 vagues successives des classements actuels :

- 1er janvier 2010 lorsque classée avant le 1er janvier 1924 (167 stations) (report dans projet de loi au 1er avril 2012)
- 1er janvier 2014 lorsque classée avant le 1er janvier 1969 (161 stations)
- 4 1er janvier 2018 lorsque classée à compter du 1er janvier 1969 (198 stations)

Quels sont les avantages du classement ?

- Surclassement démographique
- Majoration des indemnités du maire et des adjoints
- Perception directe de la taxe additionnelle aux droits de mutation lorsque moins de 5000 habitants

Stations classées et casinos (1)

En France, on dénombre 199 casinos et 22.245 machines à sous

Jusqu'à la promulgation de la loi du 14 avril 2006

Les stations classées balnéaires, climatiques, hydrominérales ou de plus de 500 000 habitants pouvaient demander l'implantation d'un casino sur leur territoire

Stations classées et casinos (2)

Dorénavant:

Les stations classées dotées d'un casino le conservent

Les stations balnéaires, climatiques, hydrominérales classées avant la date d'entrée en vigueur de la réforme sont éligibles au casino ainsi que les stations de plus de 500 000 habitants et de soutien culturel ainsi que celles de 15 000 habitants situées en Guyane

Les dossiers en cours de demande de classement balnéaire, climatique ou hydrominéral sollicité entre le 14 avril 1996 et le 14 avril 2006 sont éligibles au casino si le classement de tourisme est obtenu dans les 5 ans qui suivent l'entrée en vigueur de la réforme.

Portrait rapide des stations classées

525 STATIONS CLASSEES DE 1912 A 2008 :

- 89 CLASSEMENTS HYDROMINERAUX (1912 1992)
- 141 CLASSEMENTS CLIMATIQUES (1912 1995)
- 236 CLASSEMENTS DE TOURISME (1920 2008)
- 3 CLASSEMENTS « UVAL» (1936 -1939)
- 87 CLASSEMENTS BALEAIRES (1950 2008)
- 62 CLASSEMENTS SPORTS D'HIVER ET D'ALPINISME (1959 - 1992)
- + 12 nouveaux classements de 2009 (8 stations classées en tourisme, 2 en balnéaire et 2 en balnéaire et tourisme)